



PARLIAMENTARY NETWORK ON THE WORLD BANK

Briefing sur la procédure de sélection du nouveau directeur général du FMI

20 juin 2011

Suite à la démission de Dominique Strauss-Kahn du poste de directeur général du Fonds monétaire international le 19 mai 2011, John Lipsky, premier directeur général adjoint, assure la transition à la tête du FMI.

Le FMI a immédiatement lancé la procédure permettant le recrutement de son nouveau directeur général, qui préside le conseil d'administration du Fonds, composé de 24 membres, et dirige l'ensemble du personnel de l'organisation. Il est élu à la majorité des voix pour une période de cinq ans renouvelable. Cependant, le conseil d'administration a jusqu'à présent nommé le directeur général par consensus. Une fois sélectionné, le directeur général peut nommer un premier adjoint ainsi que deux autres adjoints.

Les pays membres du FMI ont eu jusqu'au 10 juin 2011 la possibilité de soumettre leurs candidats à travers leurs administrateurs ou leurs gouverneurs. A l'issue de ce processus, le FMI a confirmé les noms des deux candidats nommés. Le Fonds n'exerce en aucun cas une préférence géographique dans cette phase de présélection. Les deux candidats sont :

- Mme Christine Lagarde (France), ministre de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi, et
- M. Agustin Carstens (Mexique), gouverneur de la Banque nationale et ancien directeur général adjoint du FMI.

Cela signifie que pour la première fois dans l'histoire du FMI, le directeur général ne sera pas un homme ou ne sera pas européen. Un autre candidat, Stanley Fischer, gouverneur de la Banque d'Israël, a été éliminé. Grigori Marchenko, président de la Banque centrale du Kazakhstan, était également un candidat potentiel mais il s'est finalement retiré.

Le conseil d'administration va recevoir les deux candidats au siège du FMI à Washington. L'audition de M. Carstens est prévue le 21 juin, tandis que celle de Mme Lagarde devrait avoir lieu le lendemain. Le conseil d'administration se réunira ensuite pour évaluer les atouts des candidats et prendre sa décision. L'ensemble de la procédure de sélection devrait être finalisé d'ici le 30 juin 2011.

A propos des candidats

Avant d'assumer au sein du gouvernement français les fonctions de ministre de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi, Christine Lagarde fut à la tête du Commerce extérieur de 2005 à 2007. Elle a également présidé le cabinet d'avocat international Baker & McKenzie. Mme Lagarde a annoncé qu'elle pousserait les réformes du FMI permettant de donner au Brésil et aux autres économies émergentes plus d'influence au sein du Fonds. Elle a également planifié une intensification des mesures de réduction de la pauvreté et de distribution de l'aide dans les pays en développement. Elle a essayé de rassurer des pays comme l'Afrique

du Sud, le Brésil et la Chine, qui sont opposés au principe d'avoir systématiquement un européen à la tête du FMI, sur sa capacité à servir avant tout le FMI et non l'Europe ou la France. En effet, la campagne de Mme Lagarde était principalement axée sur l'attention qu'elle portera aux pays émergents. Mme Lagarde serait la première femme à diriger le FMI.

Avant de prendre la tête de la Banque centrale du Mexique, Agustin Carstens fut directeur général adjoint du FMI et ministre des Finances sous la présidence de Felipe Calderon. Son élection potentielle à la tête du FMI laisse supposer des changements importants dans le travail du Fonds avec les pays en développement tout comme dans sa gouvernance (droits de vote,...). M. Carstens a annoncé que son expérience de travail avec des économies en développement faisait de lui le candidat idéal pour ce poste. Il considère que le pouvoir économique a basculé depuis le début de la crise financière, car tandis que l'Europe et les Etats-Unis luttent pour remettre leurs économies sur pied, l'Amérique latine et l'Asie ont connu de bons taux de croissance. D'après M. Carstens, ce déséquilibre entraînerait un conflit d'intérêt si un européen était nommé à la tête du Fonds. M. Carstens préconise également des mesures plus strictes pour régler la crise de la dette dans l'Euro-zone.

Au cours des derniers jours, les deux candidats ont effectué une campagne mondiale pour obtenir le soutien du plus de pays possible. Jusqu'à présent Christine Lagarde a recueilli le soutien de pays de l'Union européenne comme l'Allemagne, la Norvège et le Royaume-Uni, mais également de la Corée du Sud, de la Côte d'Ivoire, de l'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de l'Indonésie, et de la République Démocratique du Congo. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, les membres de la Commission européenne et la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton ont également fait savoir qu'ils soutenaient personnellement Mme Lagarde.

M. Carstens a le soutien du Belize, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Espagne, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République Dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela.

Le Brésil, les Etats-Unis, l'Inde et le Japon ne se sont pas encore prononcés officiellement en faveur de l'un des deux candidats.

Le PNoWB et le FMI

Le FMI est apparu comme une institution au cœur de la résolution de la crise économique et financière mondiale en coopération étroite avec le G20 et d'autres organisations internationales. Le PNoWB a lancé en 2011 un nouveau partenariat avec le FMI en reconnaissance du rôle central joué par les parlementaires pendant et après la crise. Ce nouveau partenariat va consolider une coopération avec le FMI bien réelle au cours des dernières années. Les parlementaires sont des acteurs essentiels dans le processus de décision économique et cette proche collaboration atteste de l'importance des relations FMI-parlementaires dans le monde.

Avec ce partenariat, les deux organisations s'assureront de la participation de parlementaires dans le programme parlementaire initié par le PNoWB pour les réunions annuelles et de printemps de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que de l'organisation de la conférence annuelle du Réseau et d'une visite de terrain. Ce partenariat se poursuivra sous la direction du nouveau directeur général du FMI.

PNoWB International Secretariat
66, Avenue d'Iéna 75116 Paris, France
T +33 (0)1 40 69 30 55 / F +33 (0)1 40 69 31 64
E-mail : secretariat@pnwb.org
Check our website at <http://www.pnwb.org>

